

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 12 oct 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SDPS

Le Rasnay
72220 ST GERVAIS EN BELIN

Références : 2022-512
Code AIOT : 0006301612

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SDPS implanté Le Rasnay 72220 ST GERVAIS EN BELIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDPS
- Le Rasnay 72220 ST GERVAIS EN BELIN
- Code AIOT : 0006301612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SDPS exploite un stockage de carburants, au moyen de 5 réservoirs cylindriques aériens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Application du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) aux tuyauteries

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Tuyauteries PM2I – Dossier de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 5 et 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des tuyauteries PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
3	Racks de tuyauterie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si les constats de terrains montrent des tuyauteries globalement en bon état, il est attendu des améliorations concernant la mise en oeuvre du plan de modernisation des installations industrielles à la fois sur le volet documentaire et sur les contrôles (mesures d'épaisseur en particulier) à mener.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise du vieillissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé [...]
<p>Constats : L'exploitant a fourni la liste des tuyauteries relevant du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). De manière majorante, toutes les tuyauteries (10) d'un diamètre supérieur au DN 80 ont été retenues.</p>
<p>Observations : Les indications du plan du site figurant les tuyauteries soumises à PM2I ne correspondent pas toutes aux dénominations retenues dans la liste des tuyauteries. En particulier les réservoirs sont nommés différemment (B1 sur la liste et R1 sur plan, etc...)</p> <p>=> Les documents gagneraient à être mis en cohérence.</p> <p>Concernant la liste des tuyauteries, le tenant de la « tuyauterie d'arrivée produit » est indiqué comme étant la sortie de terre du pipe. Or il a été indiqué par l'exploitant sur le terrain que le pipe, relevant de la réglementation sur les canalisations de transport, comprend la sortie de terre jusqu'à la première bride en amont du manifold A. => à clarifier/mettre en cohérence au niveau de la liste des tuyauteries PM2I.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 5 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise du vieillissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Ces guides définissent :- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;- les règles de réalisation de l'état initial ;- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision. Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :- l'état initial de l'équipement ;- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;- les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.</p> <p>Constats : Le PM2I des tuyauteries est décliné dans la procédure en cours de mise à jour « plan de modernisation des installations industrielles » du 13/10/20 qui fait référence au guide reconnu DT 96.</p> <p>I) Programme de surveillance</p> <p>La fréquence de contrôle est quinquennale conformément au guide DT 96 pour les tuyauteries de classe I. Les contrôles sont réalisés par le chargé de maintenance Raffinerie du Midi. La dernière visite date de juin 2018.</p> <p>II) Etat initial</p>

L'exploitant ne dispose pas d'un état initial des tuyauteries recensées au PM2I. En particulier, le ou les codes de construction et les épaisseurs initiales ne sont pas connus, depuis le transfert et donc le changement d'exploitant des installations par TOTAL à SDPS, en 2011.

=> L'exploitant doit remédier à cette absence d'état initial des tuyauteries. En cas d'informations non disponibles des actions complémentaires (mesures d'épaisseurs, détermination des types de matériaux utilisés, etc..) doivent être menées.

III) Plan d'inspection

Les plans d'inspection des tuyauteries ne sont pas formalisés autrement que par les items suivants définis dans la GMAO : aspect général, supports, accessoires, Contrôle Non Destructif (CND) (si nécessaire). Les modalités de réalisation sont en cours de révision pour intégrer précisément la nature des contrôles, l'objectif attendu, et les critères d'évaluation.

Les modes de dégradations ne sont pas répertoriés. A ce stade, les contrôles des tuyauteries ont été uniquement visuels, sur l'intégralité de celles-ci. Aucun CND n'a été réalisé sur les tuyauteries du site. Les points singuliers tels que définis par le guide DT 96 ne sont pas identifiés formellement,

Sur le terrain, les lignes au niveau du manifold A ainsi que la ligne du manifold A au bac B2 ont été examinées. Il est relevé que l'état général des tuyauteries est bon (pas de dégradation de peinture ni traces de corrosion). Toutefois, des points singuliers et en particulier certains supports (béton, métal) sont de nature à engendrer de la corrosion : passage de tuyauteries au niveau du mur de la rétention du manifold A et traversée côté manifold A de la rétention du bac B2 avec des revêtements goudron dégradés/décollés. En outre l'état de corrosion aux points d'appui avec certains supports (patin simple notamment) ne peut être déterminé visuellement sans ôter le support

=> Les plans d'inspection doivent être établis selon les modalités prévues par le guide DT 96 et formalisés. Les points singuliers doivent faire l'objet d'une attention particulière et notamment de CND appropriés permettant d'évaluer les épaisseurs des tuyauteries, et surtout leur évolution dans le temps. Il est rappelé que le plan de surveillance doit être élaboré par un inspecteur au sens du DT 96.

IV) Contrôles et suites

La fiche de contrôle 2018 des tuyauteries PM2I appelle les remarques suivantes :

- L'exploitant a indiqué procéder au contrôle selon la fiche d'inspection annexée au DT 96, cependant la fiche produite ne reprend pas les points prévus par cette dernière (état des supports et des accessoires)
- elle ne conclut pas explicitement sur le maintien en service ou non,
- les désordres sont listés par zone comprenant plusieurs portions de tuyauteries différentes, ce qui ne permet pas de faire le lien avec les tuyauteries de la liste PM2I.
- il est relevé un désordre concernant le revêtement d'une tuyauterie « du bac 2 » (reprise peinture planifiée en septembre 2022). Or il est constaté que la dégradation est en amont de la traversée du bac B1 côté manifold et non B2. La tuyauterie présente des traces de corrosion en génératrice supérieure (piqûres).

=> L'exploitant doit améliorer le format des compte-rendus de visite PM2I. Le défaut de peinture au niveau de la tuyauterie du bac B1 doit être traité pour stopper l'évolution de la corrosion et son importance doit être évaluée (CND notamment) afin de prendre si nécessaire les mesures ad hoc.

Les désordres sont classés en 4 catégories qui conditionnent le délai de réparation (de 3 mois à 10 ans). Aucun critère qualitatif ou quantitatif ne permet d'établir ce classement.

=> L'exploitant doit prévoir, au sein de ses procédures PM2I, des critères permettant de définir un temps de réaction approprié par rapport aux désordres constatés.

Observations : Il a été constaté que certains dispositifs de supportage de tuyauterie ne remplissent pas

leur office (tuyauterie non supportée notamment au niveau de la vanne V3). L'exploitant s'assurera que l'absence de certains supports fonctionnels n'est pas de nature à engendrer des contraintes pouvant altérer l'état des tuyauteries.
Les constats de désordres donnent lieu à l'émission d'un bon de travail correctif renseigné dans la GMAO. La procédure PM2I pourrait utilement préciser les modalités techniques de réalisation des travaux, le cas échéant par référence aux procédures travaux existantes (CCTP ou autres)
Il est rappelé que toutes les interventions menées sur les tuyauteries doivent être tracées au sein de leur dossier (ou fiche de vie le cas échéant).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Racks de tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise du vieillissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention : - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides : - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013. Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
Constats : Aucun rack de tuyauteries n'est présent sur le dépôt de Saint-Gervais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet